



**« Déclaration du demandeur » contenant les renseignements exigés
en vertu des articles 32 et 33 de la *Loi sur certaines mesures
permettant d'appliquer les lois en matière d'environnement et de
sécurité des barrages* (RLRQ, c. M-11.6)**

SECTION 1 - IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Nom

Autres noms

Indiquez les autres
noms utilisés au
Québec enregistrés
auprès du
Registraire des
entreprises du
Québec.

Indiquez le NEQ.

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

N°

Rue

Bureau/Appartement

Municipalité/Ville

Arrondissement

Code postal

Province

Pays

N° de téléphone

Poste

Télécopieur (facultatif)

Nombre de personnes (administrateurs, dirigeants et actionnaires) qui ne sont pas visées par la déclaration (ne résidant pas au Canada, ne possédant pas d'établissements au Canada ou personnes morales de droit public) : .

SECTION 2 - IDENTIFICATION DES DIRIGEANTS, ADMINISTRATEURS OU ACTIONNAIRES

Indiquez le statut de la personne au sein de la personne morale.

STATUT

☐ Dirigeant

☐ Administrateur

☐ Gestionnaire

IDENTIFICATION

☐ M.

☐ M^{me}

Indiquez l'adresse personnelle du dirigeant, de l'administrateur ou de l'actionnaire, selon le cas.

Nom Prénom Date de naissance

N° Rue Bureau/Appartement

Municipalité/Ville Arrondissement Code postal

Province Pays

N° de téléphone Poste Télécopieur (facultatif)

Dans le cas d'un dirigeant, indiquez la fonction.

☐ Directeur d'usine
☐ Président
☐ Vice-président
☐ Secrétaire

☐ Trésorier
☐ Directeur général
☐ Autres, précisez :

IDENTIFICATION DES DIRIGEANTS, ADMINISTRATEURS OU ACTIONNAIRES

Indiquez le statut de la personne au sein de la personne morale.

STATUT

☐ Dirigeant

☐ Administrateur

☐ Gestionnaire

IDENTIFICATION

☐ M.

☐ M^{me}

Indiquez l'adresse personnelle du dirigeant, de l'administrateur ou de l'actionnaire, selon le cas.

Nom Prénom Date de naissance

N° Rue Bureau/Appartement

Municipalité/Ville Arrondissement Code postal

Province Pays

N° de téléphone Poste Télécopieur (facultatif)

Dans le cas d'un dirigeant, indiquez la fonction.

☐ Directeur d'usine
☐ Président
☐ Vice-président
☐ Secrétaire

☐ Trésorier
☐ Directeur général
☐ Autres, précisez :

IDENTIFICATION DES DIRIGEANTS, ADMINISTRATEURS OU ACTIONNAIRES

Indiquez le statut de la personne au sein de la personne morale.

STATUT

☐ Dirigeant☐ Administrateur☐ Gestionnaire

IDENTIFICATION

☐ M.☐ M^{me}

Indiquez l'adresse personnelle du dirigeant, de l'administrateur ou de l'actionnaire, selon le cas.

Nom		Prénom	Date de naissance
N°	Rue	Bureau/Appartement	
Municipalité/Ville		Arrondissement	Code postal
Province		Pays	
N° de téléphone		Poste	Télécopieur (facultatif)

Dans le cas d'un dirigeant, indiquez la fonction.

- ☐ Directeur d'usine
☐ Président
☐ Vice-président
☐ Secrétaire

- ☐ Trésorier
☐ Directeur général
☐ Autres, précisez :

IDENTIFICATION DES DIRIGEANTS, ADMINISTRATEURS OU ACTIONNAIRES

Indiquez le statut de la personne au sein de la personne morale.

STATUT

☐ Dirigeant☐ Administrateur☐ Gestionnaire

IDENTIFICATION

☐ M.☐ M^{me}

Indiquez l'adresse personnelle du dirigeant, de l'administrateur ou de l'actionnaire, selon le cas.

Nom		Prénom	Date de naissance
N°	Rue	Bureau/Appartement	
Municipalité/Ville		Arrondissement	Code postal
Province		Pays	
N° de téléphone		Poste	Télécopieur (facultatif)

Dans le cas d'un dirigeant, indiquez la fonction.

- ☐ Directeur d'usine
☐ Président
☐ Vice-président
☐ Secrétaire

- ☐ Trésorier
☐ Directeur général
☐ Autres, précisez :

DECLARATION OBLIGATOIRE

Veuillez répondre à toutes les questions de cette section.

- A. Est-ce que la personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 a un lien de dépendance, au sens de la *Loi sur les impôts* (chap. I-3), avec une personne qui exerce une activité similaire, alors qu'une accréditation délivrée en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* ou de ses règlements a été suspendue, révoquée ou a fait l'objet d'une injonction ou d'une ordonnance à cet effet ? (art. 32, al. 1 (10) de la *Loi sur certaines mesures permettant d'appliquer les lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages*, ci-après nommée LMA)**

Si oui, identifiez la ou les personnes et indiquez la nature des liens de dépendance, ainsi que la nature des activités exercées.

☐ Oui

☐ Non

- B. Est-ce que la personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 est le prête-nom d'une autre personne ? (art. 32, al. 1 (1) LMA)**

Si oui, identifiez la personne concernée, de même que la personne pour laquelle elle sert de prête-nom, avec ses coordonnées et sa date de naissance. Indiquez également les motifs qui justifient l'utilisation d'un prête-nom.

☐ Oui

☐ Non

- C. Au cours des cinq dernières années, est-ce que la personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 a été déclaré coupable (art. 32, al. 1 (2) LMA) :**

D'une infraction à une loi fiscale liée à l'exercice d'activités visées par l'accréditation demandée ou détenue ?

Si oui, identifiez la ou les personnes, indiquez la nature de l'infraction et la date de la déclaration de culpabilité et décrivez sommairement les activités à l'occasion desquelles l'infraction a été commise.

☐ Oui

☐ Non

D'une infraction criminelle liée à l'exercice d'activités visées par l'accréditation demandée ou détenue?

Si oui, identifiez la ou les personnes, indiquez la nature de l'acte criminel et la date de la déclaration de culpabilité et décrivez sommairement les activités à l'occasion desquelles l'acte criminel a été commis.

☐ Oui

☐ Non

D'un acte criminel prévu par les articles 467.11 à 467.13 du Code criminel (Lois révisées du Canada, 1985, chapitre C-46)?

Si oui, identifiez la ou les personnes, indiquez la nature de l'acte criminel et la date de la déclaration de culpabilité.

☐ Oui

☐ Non

D. La personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 a-t-elle été déclarée coupable d'une infraction à toute loi dont le ministre est chargé de l'application ou à un de ses règlements?

Au cours des cinq dernières années si le montant minimal de l'amende dont était passible le contrevenant pour cette infraction était celui qui est prévu dans l'article 44 (art. 32, al. 1 (4)a) LMA)?

Si oui, identifiez la ou les personnes et indiquez la nature de l'infraction ainsi que la date de la déclaration de culpabilité.

☐ Oui

☐ Non

Au cours des deux dernières années, dans les autres cas.

Si oui, identifiez la ou les personnes, indiquez la nature de l'acte criminel et la date de la déclaration de culpabilité et décrivez sommairement les activités à l'occasion desquelles l'acte criminel a été commis.

☐ Oui

☐ Non

E. Est-ce que la personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 est en défaut de respecter :

Un avis d'exécution transmis en vertu de l'article 17, sauf le cas prévu par le paragraphe 8° de l'article 32 de la LMA (art. 32, al. 1 (5) LMA) ?

Si oui, identifiez la ou les personnes, indiquez l'objet et la date de l'avis d'exécution.

☐ Oui

☐ Non

Une ordonnance rendue en vertu de toute loi dont le ministre est chargé de l'application (art. 32, al. 1 (6) LMA)?

Si oui, identifiez la ou les personnes, indiquez l'objet et la date de l'ordonnance.

☐ Oui

☐ Non

Une injonction rendue en vertu de toute loi dont le ministre est chargé de l'application (art. 32, al. 1 (7) LMA) ?

Si oui, identifiez la ou les personnes, indiquez l'objet et la date de l'injonction.

☐ Oui

☐ Non

F. Est-ce que la personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 est en défaut de payer un montant dû en vertu de toute loi dont le ministre est chargé de l'application ou d'un de ses règlements, y compris le défaut de payer une amende ou une sanction administrative pécuniaire (art. 32, al. 1 (8) LMA)?

Si oui, identifiez la ou les personnes et précisez les motifs et le montant de la dette.

☐ Oui

☐ Non

G. La personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 est-il en défaut de respecter toute disposition de toute loi dont le ministre est chargé de l'application ou d'un de ses règlements et n'a pas remédié¹ aux manquements constatés lors d'une inspection ou d'une enquête dans le délai ou les conditions impartis pour le faire (art. 32, al. 1 (9) LMA)?

Si oui, identifiez la ou les personnes et précisez les motifs ainsi que la nature des manquements non corrigés.

☐ Oui

☐ Non

¹ Il s'agit du fait de ne pas avoir réalisé l'ensemble des correctifs mentionnés dans un avis de non-conformité, lorsque la date limite précisée dans l'avis est dépassée.

H. Est-ce que la personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 a un lien de dépendance, au sens de la *Loi sur les impôts* (chap. I-3), avec une personne qui exerce une activité similaire, alors qu'une accréditation délivrée en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* ou de ses règlements a été suspendue, révoquée ou a fait l'objet d'une injonction ou d'une ordonnance à cet effet (art. 32, al. 1 (10) LMA)?

Si oui, identifiez la ou les personnes et indiquez la nature des liens de dépendance, ainsi que la nature des activités exercées.

☐ Oui

☐ Non

I. Est-ce que la personne morale identifiée à la section 1 ou un de ses dirigeants, administrateurs ou actionnaires identifié à la section 2 a conclu un contrat de prêt d'argent pour le financement d'activités visées par l'accréditation demandée ou détenue (art. 33, al. 1 LMA)?

Si oui, est-ce que ce prêteur d'argent ou, s'il s'agit d'une personne morale, celle-ci ou un de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires a, au cours des cinq dernières années :

été déclaré coupable d'une infraction à une loi fiscale ou d'une infraction criminelle liée à l'exercice d'activités visées par l'accréditation demandée ou détenue ou d'un acte criminel prévu par les articles 467.11 à 467.13 du *Code criminel* (art. 33, al. 1 LMA)?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, identifiez la ou les personnes et indiquez la nature de l'infraction, ainsi que la date de la déclaration de culpabilité, et décrivez sommairement les activités à l'occasion desquelles l'infraction a été commise.

☐ Oui

☐ Non

Si la case « Oui » a été cochée pour une des quatre questions précédentes et que la personne visée est une personne physique, indiquez ses coordonnées personnelles.

Si, pour les quatre questions précédentes, la case « Oui » a été cochée et que la personne visée est une personne morale, indiquez ses coordonnées.

Indiquez les coordonnées personnelles de chacun des administrateurs, dirigeants et actionnaires de la personne morale agissant comme le prêteur d'argent. Si le nombre de cases est insuffisant, faites des copies.

Nom		Prénom		Date de naissance	
N°	Rue			Bureau/Appartement	
Municipalité/Ville		Arrondissement		Code postal	
Province			Pays		

Nom					
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)					
N°	Rue			Bureau/Appartement	
Municipalité/Ville		Arrondissement		Code postal	
Province			Pays		

STATUT ☐ Dirigeant ☐ Administrateur ☐ Gestionnaire

IDENTIFICATION ☐ M. ☐ M^{me}

Nom		Prénom		Date de naissance	
N°	Rue			Bureau/Appartement	
Municipalité/Ville		Arrondissement		Code postal	
Province			Pays		

DECLARATION FORMELLE POUR UNE PERSONNE MORALE

Je déclare que les renseignements fournis dans la présente déclaration sont exacts et complets et qu'ils correspondent à ceux qui ont été recueillis pour chacune des personnes visées par la déclaration.

Nom	Prénom
Signature	Date de la signature

☐ Résolution du conseil d'administration ci-jointe mandatant le signataire.

Le signataire doit être désigné par une résolution du conseil d'administration de la personne morale.

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs peut, en tout temps, vérifier et obtenir les renseignements nécessaires à l'application de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

Prenez note que le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs peut refuser de délivrer ou de renouveler un certificat d'accréditation, le modifier, le suspendre ou le révoquer si le demandeur ou le titulaire a produit une déclaration, un document ou un renseignement faux ou s'il a dénaturé un fait important pour la délivrance, le maintien ou le renouvellement du certificat d'accréditation (article 32, 3^o alinéa de la *Loi sur certaines mesures permettant d'appliquer les lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages*). De plus, la production d'une déclaration fausse ou trompeuse peut donner lieu à une poursuite pénale.

Résolution du conseil d'administration

Aux fins de la déclaration (articles 32 et 33 de la *Loi sur certaines mesures permettant d'appliquer les lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages*)

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de :

Nom de la personne morale

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Lors d'une réunion du conseil d'administration tenue au :

N°

Rue

Bureau/Appartement

Municipalité/Ville

Arrondissement

Code postal

Province

Pays

Ayant quorum, étaient présents les membres du conseil d'administration énumérés ci-après :

Désignation d'un signataire :

Sur proposition dûment constituée, appuyée et adoptée, il est résolu que :

Nom de la personne désignée par le conseil d'administration

soit autorisée, au nom de :

Nom de la personne morale

à signer tous les documents exigés en vertu des articles 32 et 33 de la *Loi sur certaines mesures permettant d'appliquer les lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages*.

Copie certifiée d'un extrait du procès-verbal du conseil d'administration.

Nom	Prénom
-----	--------

Signature	Date
-----------	------

Titre